



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLAINES DE FRANCE ÉNERGIE

Chemin des Vignettes
77230 Moussy-Le-Vieux

Références : E/25- **2737**
Code AIOT : 0006522758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 octobre 2025 dans l'établissement PLAINES DE FRANCE ENERGIE implanté RD 401 Lieu-dit "La Crouillère" 77230 Marchémoret. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée, le 05 septembre 2025, d'une pollution du ru de Longueau ayant eu lieu fin juillet 2025. Une coloration noire très importante du ru ainsi que la présence de matières organiques ont été constatées lors de cet épisode de pollution.

Suite à ce signalement, l'inspection des installations classées s'est rendue le mercredi 08 octobre 2025 sur les deux installations de méthanisation situées sur le territoire de la commune de Marchémoret, afin de vérifier si un des méthaniseurs était susceptible d'être à l'origine de la pollution constatée en juillet dans le ru du Longueau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLAINES DE FRANCE ENERGIE
- RD 401 Lieu-dit "La Crouillère" 77230 Marchémoret
- Code AIOT : 0006522758
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS PLAINES DE FRANCE ENERGIE exploite une installation de méthanisation, sous le régime de l'enregistrement, implantée au lieu-dit « La Crouillère » sur le territoire de la commune de Marchémoret (77230).

Les activités de la SAS PLAINES DE FRANCE ENERGIE sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral n° 2021/45/DCSE/BPE/IC du 24 septembre 2021 portant enregistrement de la demande de la SAS PLAINES DE FRANCE ENERGIE pour l'exploitation d'une installation de méthanisation au lieu-dit « La Crouillère » sur le territoire de la commune de Marchémoret (77230),
- l'arrêté ministériel du 12/08/10 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, un dossier de demande d'enregistrement a été déposé par la SAS PLAINES DE FRANCE ENERGIE, en date du 28 octobre 2023. Cette demande vise à :

- augmenter les capacités de traitement de son installation,
- créer un silo supplémentaire pour le stockage des intrants,
- créer une lagune de stockage de digestats liquides sur le site,
- créer une lagune déportée située sur la commune de Villeneuve-sous-Dammartin pour le stockage de digestats liquides,
- installer une unité de liquéfaction de CO2 et de deux cuves de stockage de CO2 liquide.

À la date de rédaction du présent rapport, ladite demande d'enregistrement est en cours d'instruction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Collecte des écoulements pollués et des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 08 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la gestion des eaux du site de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ne donne pas lieu à un rejet direct dans le fossé rejoignant le ru du Longueau.

En effet, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les eaux du bassin de rétention sont directement épandues sur les parcelles agricoles dans le cadre du plan d'épandage dont dispose l'installation et ne sont pas rejetées dans le fossé à proximité. La vanne d'obturation en aval du bassin est gardée en permanence en position fermée. Les rejets vers le milieu naturel sont très rares.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que le plan d'épandage actuel de l'installation comprend uniquement l'épandage du digestat. De plus, l'épandage des eaux pluviales n'est pas mentionnée dans le dossier de demande d'enregistrement transmis le 28 octobre 2023. Aussi, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à l'épandage des eaux pluviales.

En attendant la transmission du porter à connaissance précité, l'exploitant doit transmettre les éléments justificatifs suivants :

- la date du dernier rejet des eaux du bassin de rétention dans le milieu naturel,
- le justificatif de la mise en place d'un programme de surveillance précisant la fréquence des analyses des eaux du bassin de rétention,
- les dernières analyses des eaux du bassin de rétention avant rejet au milieu naturel,
- les dates des derniers épandages des eaux du bassin de rétention, accompagnées des analyses de ces eaux avant épandage.

Par ailleurs, compte tenu des conditions d'exploitation du site, l'inspection des installations classées considère que les eaux pluviales de l'installation de méthanisation exploitée par la SAS PLAINES DE FRANCE ENERGIE ne semblent pas être à l'origine de la pollution constatée fin juillet 2025, dans le ru du Longueau.

De plus, il a été rapporté à l'inspection des installations classées, le 08 octobre 2025, qu'un curage d'une mare d'un domaine privé situé à proximité du ru du Longueau sur la commune de Lagny-le-Sec (60330) pourrait être à l'origine de cette pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : « Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. [...] « Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un réseau séparatif permettant de collecter d'une part les jus issus du stockage des intrants, et d'autre part les eaux pluviales de voiries. En cas de faible débit, soit peu d'eaux pluviales, les jus issus du stockage des intrants sont récupérés dans le puits à jus, puis envoyés dans le process de méthanisation. Si le débit est plus important, soit en cas de fortes pluies, les jus de silos et les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers le bassin de décantation de l'installation. Il a été constaté que chaque silo possède un regard de collecte, disposé au niveau des réseaux de collecte. Ces regards sont munis de paniers grillagés, qui permettent de collecter les débris ou matières issues des intrants. L'exploitant a indiqué que ces paniers grillagés sont régulièrement nettoyés. L'exploitant a indiqué qu'en cas de pollution, les eaux du bassin de décantation peuvent être confinées grâce à une vanne d'obturation manuelle entre ces deux bassins. Par ailleurs, le site dispose d'un bassin d'infiltration d'un volume de 1 200 m ³ , situé en aval du bassin de décantation. Toutefois, la perméabilité du sol au droit de ce bassin ne permet pas d'infiltrer les eaux contenues dans ce bassin. À cet égard, l'exploitant a indiqué dans son dossier d'enregistrement que ce bassin serait considéré comme un bassin de rétention, et que les eaux de ce bassin seraient rejetées, avec un débit régulé, dans le milieu naturel. Toutefois, lors du contrôle, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il procède à des épandages des eaux contenues dans le bassin de rétention, après une analyse de ces eaux.

De plus, l'exploitant a indiqué que la vanne, permettant un rejet avec débit régulé dans le milieu naturel des eaux du bassin de rétention, n'a pas été ouverte depuis l'année 2024, suite à un épisode de forte pluies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants :

- la date du dernier rejet des eaux du bassin de rétention dans le milieu naturel,
- le justificatif de la mise en place d'un programme de surveillance précisant la fréquence des analyses des eaux du bassin de rétention,
- les dernières analyses des eaux du bassin de rétention avant rejet au milieu naturel,
- les dates des derniers épandages des eaux du bassin de rétention, accompagnées des analyses de ces eaux avant épandage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Collecte des écoulements pollués et des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs d'obturation

Prescription contrôlée :

[...]

« L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

« En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

« En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

« En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

« Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre

dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le site possède un bassin de décantation, permettant de traiter les eaux susceptibles d'être polluées par décantation sous l'effet de la gravitation.

De plus, un débourbeur/déshuileur est positionné entre le bassin de décantation et le bassin de rétention du site.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de pollution, les eaux du bassin de décantation peuvent être confinées grâce à une vanne d'obturation manuelle entre ces deux bassins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température 30 °C.

[...]

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent comme aux eaux pluviales sont les suivantes :

- MEST : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO₅ : 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- « - Azote global : 30 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 50 kg/j, 15 mg/l si le flux excède 150 kg/j, et 10 mg/l si le flux excède 300 kg/j ;
- « - Phosphore total : 10 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 15kg/j, 2 mg/l si le flux excède 40 kg/j, et 1 mg/l si le flux excède 80 kg/j. ».

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

Lors du contrôle, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le site dispose d'un déboureur/déshuileur, utilisé pour le traitement des eaux pluviales. L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de la visite d'inspection les justificatifs de l'entretien de cet ouvrage. Ceux-ci ont été transmis par la suite par courrier électronique du 3 novembre 2025.

Par ailleurs, comme indiqué dans le constat n° 1, le site dispose d'un bassin d'infiltration d'un volume de 1 200 m³, situé en aval du bassin de décantation. Toutefois, la perméabilité du sol au droit de ce bassin ne permet pas d'infiltrer les eaux contenues dans ce bassin.

À cet égard, l'exploitant a indiqué dans son dossier d'enregistrement que ce bassin serait considéré comme un bassin de rétention, et que les eaux de ce bassin seraient rejetées, avec un débit régulé, dans le milieu naturel.

Toutefois, lors du contrôle, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il procède à des épandages des eaux contenues dans le bassin de rétention, après une analyse de ces eaux. Toutefois, aucun justificatif de la réalisation d'analyses des eaux du bassin de rétention avant rejet dans le milieu naturel n'a été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants :

- la date du dernier rejet des eaux du bassin de rétention dans le milieu naturel,
- le justificatif de la mise en place d'un programme de surveillance précisant la fréquence des analyses des eaux du bassin de rétention,
- les dernières analyses des eaux du bassin de rétention avant rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 1.2.1

Thème(s) : Autre, Conformité au dossier d'enregistrement du 22 juillet 2020 complété

Prescription contrôlée :

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 22 juillet 2020, complété le 24 février 2021,
- aux mémoires en réponse transmis les 06 juillet 2021, 17 août et 07 septembre 2021 suite à la mise en consultation de la demande d'enregistrement précitée,
- aux prescriptions réglementaires prévues par le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives.

Constats :

Conformément au dossier d'enregistrement de 2021 et comme l'indique le dossier de demande d'enregistrement en cours d'instruction, il est prévu que les eaux du bassin de rétention soient rejetées dans le milieu naturel avec un débit de rejet limité à 3 l/s jusqu'à l'amont du ruisseau de la Launette, dont le cours d'eau confluent plus au Nord est la Nonette.

Un programme de surveillance doit être mis en place afin de contrôler la qualité des eaux avant rejet dans le milieu naturel et de vérifier la conformité des rejets avec les valeurs limites de concentration imposées pour chacun des paramètres à analyser.

Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les eaux du bassin de rétention sont directement épandues sur les parcelles agricoles.

Cette pratique n'étant pas conforme au dossier d'enregistrement ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 24 septembre 2021 ni mentionnée dans le dossier d'enregistrement transmis le 28 octobre 2023, il convient de porter à la connaissance de l'inspection des installations classées cette nouvelle modalité de gestion des eaux du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à cette nouvelle modalité de gestion des eaux du site.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois

